



MAIRIE DE LARGENTIERE 07110

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Madame Françoise NOARS, Directrice.

Pôle Autorité Environnementale
69 453 Lyon Cedex 06

Largentière, le 21 décembre 2017

Objet : Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Largentière (07) – Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale.

Madame la Directrice,

Conformément aux articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 du Code de l'Environnement, je consulte l'Autorité Environnementale dans le cadre de mon projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine afin de déterminer l'éligibilité à évaluation environnementale.

Je joins à cette saisine et transmets parallèlement par courrier électronique à vos services :

- le formulaire renseigné pour un examen au cas par cas ;
- une copie de la délibération du conseil municipal engageant la procédure de création d'une AVAP ;
- le projet d'AVAP de Largentière.

Selon l'article R.122-18 du Code de l'Environnement, vous disposez de deux mois pour me notifier votre décision. L'absence de réponse de votre part au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous fournir tout autre renseignement nécessaire à l'instruction de ma demande.

Je vous remercie pour l'attention que vous porterez à cette dernière et vous prie de croire, Madame la Directrice, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Le Maire,
Jean-Roger DURAND



Mairie de Largentière 3 avenue Félicien Blanc 07110 Largentière

Tél : 04.75.39.28.60 - Fax : 04.75.39.20.58 - Mèl : contact@largentiere.fr - Site : www.largentiere.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 10 octobre 2011 :

L'an deux mille onze et le dix du mois d'octobre, à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de Largentière, dûment convoqué par M le Maire, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. DURAND Jean Roger, Maire, en session ordinaire.

Etaient présents : M. DURAND Jean Roger, Maire, M. PAUL André, M. EMMANUEL Clément, Mme ANJOLRAS Huguette, M. MILLET Georges et M. TOULOUSE Thierry, adjoints, Mlle FRAY Monique, M. CUTTIER Jean-François, Mlle TAOULI Zaïa, M. GLEYZE Jean-Luc, Mme SAUVEPLANE Yvette.

Absents : Mme SOBOUL Josette, Mme LOBET Roseline, M. WATREMEZ Claude, M. LACROIX Bernard, M. BELGHERBI Mossa, M. VENDRAN Boris et M. AIT-HSAIN Hécham.

Procuration : Mme LOBET Roseline a donné procuration à M. DURAND Jean Roger, et Mme SOBOUL Josette à M. PAUL André.

Secrétaire de séance : Mme ANJOLRAS Huguette.

OBJET :

CREATION D'UNE AIRE DE VALORISATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP) EN REMPLACEMENT DE LA Z.P.P.A.U.P. :

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que la Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Grenelle II, a transformé les Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (Z.P.P.A.U.P.) en Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (A.V.A.P.) et crée un nouveau dispositif applicable aux Z.P.P.A.U.P. en cours d'élaboration.

Le projet de Z.P.P.A.U.P. de la commune est donc concerné par ces nouvelles dispositions ce qui conduit la collectivité à réinitialiser la procédure.

Il rappelle que M. GOLBERY Patrick, architecte du patrimoine, a été chargé en 2006 de la mission d'étude du projet de Z.P.P.A.U.P. qui a démarré en janvier 2007. Lors de la réunion d'experts du 9 juillet 2010, tenue à Lyon dans les locaux de la DRAC, il a été convenu que la commune devait effectivement prescrire l'établissement d'une AVAP sur le territoire communal et définir un périmètre de protection adapté. Préconisation qui fut renouvelée lors de la rencontre avec M. BELMONT de la DRAC Lyon, lors de la réunion du 18 mai 2011 à Largentière avec le chargé d'étude et l'Architecte des Bâtiments de France ; au cours de cette réunion il fut demandé au chargé d'étude de préparer une estimation des prestations à mener pour clore cette procédure, pour laquelle la DRAC s'est engagée sur une subvention à taux préférentiel. Ainsi, M. GOLBERY a, par courrier du 23 août 2011, établit la liste des documents restant à adapter et à compléter pour présenter le dossier d'AVAP et le devis des prestations complémentaires s'élevant à 7 915 €/ht, soit 9 466,34 €/ttc.

Selon le planning proposé, le dossier d'AVAP pourrait être complété d'ici mars 2012, pour être alors transmis au Préfet de Région pour saisine de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS). Après avis de cette commission et consultation des personnes publiques, le dossier sera mis à l'enquête publique. Raisonnablement, l'AVAP pourrait être définitivement créée d'ici la fin de l'année 2012.

Par ailleurs, il convient de préciser les modalités de la concertation à venir et de créer une commission locale chargée d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables dans l'AVAP.

Enfin, Monsieur le Maire précise que les travaux de révision du PLU vont reprendre et vont donc permettre de rendre compatible le PADD du PLU avec l'AVAP et de modifier conjointement le PLU par l'acte de création de l'AVAP.

Il invite le conseil à se prononcer sur ce dossier.

Le Conseil Municipal,

Considérant la nécessité de créer cette AVAP en remplacement du projet de ZPPAUP,
après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité:

- **de prescrire l'établissement d'une AVAP sur le territoire communal en remplacement du projet de ZPPAUP et de définir un périmètre de protection adapté ;**
- **d'accepter le devis complémentaire présenté par M. GOLBERY, chargé d'étude, s'élevant à 7 915 €/ht, soit 9 466,34 €/ttc, nécessaire pour modifier le dossier de ZPPAUP, en cours d'élaboration, en AVAP ;**
- **de solliciter le financement, annoncé par la DRAC Lyon, du Ministère de la Culture au taux de 80 % sur le montant TTC, dans la mesure où les frais d'études de l'AVAP ne sont pas éligibles au FCTVA ;**
- **de constituer la commission locale en désignant :**

- ✓ M. DURAND Jean Roger, Maire, M. PAUL André, M. EMMANUEL Clément et M. MILLET Georges, adjoints, M. CUTTIER Jean-François, M. LACROIX Bernard, M. GLEYZE Jean-Luc, Mlle FRAY Monique et Mme SOBOUL Josette, conseillers municipaux, en tant que représentants de la collectivité ;
 - ✓ au titre des personnes qualifiées en matière de protection du patrimoine : Mlle MIRABEL Josette, Présidente de l'Association de Défense du Patrimoine Largentiérois, M. SCHMITT Pascal, délégué départemental de la Fondation du Patrimoine, le Père NOUGIER Bernard.
 - ✓ au titre des personnes qualifiées en matière d'intérêts économiques : un représentant de la chambre d'industrie et du commerce, un représentant de la chambre des métiers, et M. BOUTARD Thierry, représentant l'Association des Commerçants et Artisans de Largentièrre (ACAL).
- d'organiser la concertation selon les modalités suivantes :
- ✓ affichage de la présente délibération
 - ✓ articles dans la presse locale
 - ✓ articles dans le bulletin municipal
 - ✓ réunion publique avec la population
 - ✓ un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis tout au long de la procédure à la disposition du public, en mairie, aux heures et jours habituels d'ouverture
 - ✓ possibilité d'écrire au Maire.
 - ✓ la municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

Nombre de conseillers en exercice : 18
 Nombre de présents: 11
 Nombre de votants: 13
 Pour : 13
 Contre : 0

Fait et délibéré à Largentièrre, le jour, mois et an que dessus
 Au registre suivent les signatures
 Pour extrait certifié conforme
 A Largentièrre, le 10 octobre 2011,
 Le Maire,